

échanges, il nous plairait que le plus possible des articles que notre économie peut absorber vienne d'une région qui, en retour, ne serait que trop heureuse d'acheter une plus forte quantité de nos produits.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

SUPPOSÉE DÉCLARATION DE SIR ARCHIBALD NYE—
DEMANDE D'EXPLICATION DE LA PART DU
GOUVERNEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. M. J. Coldwell (Rose town-Biggar): J'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. L'attention du ministre a-t-elle été attirée sur une déclaration attribuée à Sir Archibald Nye et qui a fait beaucoup de bruit? Il aurait dit: "Les puissances de l'Ouest qui ne reconnaissent pas le nouveau gouvernement de la Chine commettent une grave erreur." Si le ministre est au courant, aurait-il des observations à formuler à ce sujet?

L'hon. L. B. Pearson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Mon honorable ami a eu la bonté de m'avertir de sa question. Je me contenterai de regretter que certains articles des journaux de Montréal, où sir Archibald parlait, aient extrait un paragraphe de son contexte et aient ainsi faussé le caractère de ce qui a été dit. Le texte complet du discours, que j'ai ici et que j'ai lu, montre bien que, dans le paragraphe en cause, sir Archibald parlait de l'attitude de l'Asie envers la Chine, tandis que l'article, en ne citant qu'un paragraphe isolément, donne l'impression qu'il visait l'attitude du Royaume-Uni et des pays de l'Ouest en général.

Ces articles ont provoqué de regrettables spéculations sur la position du haut commissaire du Royaume-Uni. Je ne puis que répéter ce que j'ai dit à la presse l'autre jour: nos rapports avec sir Archibald demeurent empreints d'amitié et d'esprit de collaboration, et nous admirons sans réserve le travail qu'il a accompli ici en sa qualité de représentant du Royaume-Uni.

EXPÉDITIONS D'ARMES—ATTITUDE DU PREMIER
MINISTRE DU ROYAUME-UNI

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. A. Byrne (Kootenay-Est): J'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu l'appréhension répandue, ou censément répandue, au sujet de l'expédition d'armes, puis-je savoir si, lors de son séjour ici, le premier ministre du Royaume-Uni a soulevé des objections contre la ligne de conduite que suit le Canada à l'égard de l'expédition d'armes aux pays étrangers à l'OTAN? Oui ou non?

[Le très hon. M. St-Laurent.]

L'hon. L. B. Pearson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur, aucune objection n'a été soulevée, et nous avons été heureux de nous trouver substantiellement d'accord avec la politique suivie par le Royaume-Uni à cet égard.

UTILISATION DES FONDS PUBLICS POUR LA PUBLICATION D'UN DISCOURS DU MINISTRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Donald M. Fleming (Eglinton): J'aimerais que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous dise s'il estime que c'est un emploi acceptable des fonds publics que celui qu'ont fait ses services d'information en reproduisant les discours qu'il a prononcé à la Chambre le 24 janvier au sujet des expéditions d'armes à l'étranger, sans avoir en même temps publié les discours prononcés par les autres honorables députés, y compris ceux de l'opposition?

L'hon. L. B. Pearson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Il faudra que je me renseigne à ce sujet afin de voir si mon discours méritait bien une publicité de ce genre.

M. Fleming: Est-ce bien employer les deniers publics?

RAPPORTS CONCERNANT LA LIVRAISON D'ARMES
PAR LA RUSSIE EN ÉCHANGE D'ESCLAVES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. L. B. Pearson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): J'aimerais répondre à la question ci-après, que m'a posée l'autre jour le chef de l'opposition:

Peut-il nous donner de plus amples renseignements, ou nous indiquer l'attitude adoptée par notre Gouvernement, à propos des faits scandaleux révélés hier aux Nations Unies dans un rapport présenté à M. Dag Hammarskjöld au sujet des armes qui, paraît-il, auraient été achetées à la Russie en échange de 1,500,000 esclaves chinois?

Les allégations dont il est question se trouvent dans le rapport conjoint, sur le travail forcé, qui a été soumis au Conseil économique et social par le secrétaire général des Nations Unies et le directeur général du Bureau international du travail. Ce document, qui est volumineux, expose de nouveaux faits sur les régimes de travail forcé. Ces faits ont été soumis par les États membres et des organismes extra-gouvernementaux en conformité d'une résolution du Conseil. Le document renferme un rapport émanant du gouvernement de la Chine nationaliste intitulé "Renseignements sur le travail forcé dans la Chine communiste".

Ce rapport, c'est-à-dire celui du gouvernement de la Chine nationaliste, repose sur des déclarations publiées dans des journaux communistes chinois, sur des déclarations faites